

*Affaires courantes*

vent pas tenir. Plutôt que d'être francs avec la Chambre et de dire aux Canadiens: «Nous ne pouvons tenir notre promesse», ils continuent à tenir un double langage dans l'espoir que la population canadienne ne les tiendra pas responsables.

Cela ne marchera pas, monsieur le Président. La lune de miel est terminée et au cours de l'été et de l'automne, le gouvernement commencera à être tenu responsable. Je me demande bien comment les députés de la majorité vont voter sur cette motion d'approbation qui ferait presque de ce rapport la politique gouvernementale.

Comme nous le savons, le ministre des Finances et le premier ministre essaient, dans les médias, de se distancer de ce rapport préparé par le comité. Ils n'acceptent pas d'emblée les recommandations du comité, parce qu'ils savent bien que, politiquement, c'est une patate chaude.

Pour moi, c'est une honte que de voir le leader de ce pays faire des promesses qu'il ne peut pas tenir. C'est un leader populiste et la chose populaire à faire lorsqu'on s'est trompé, c'est de l'admettre plutôt que de continuer à tenir un double langage en espérant que la population n'y verra que du feu.

Je suis un peu offusqué des réponses du ministre des Finances à mes questions d'aujourd'hui, où il dit que c'est nous qui tenons un double langage dans notre rapport minoritaire sur le remplacement de la TPS qui a été déposé en même temps que le neuvième rapport du Comité permanent des finances.

Je présenterai ensuite certains des éléments de ce rapport minoritaire pour les mettre en évidence, et je laisserai aux Canadiens le soin de décider s'il s'agit de double langage.

Le Parti réformiste ne peut approuver intégralement le rapport majoritaire du Comité des finances sur le remplacement de la TPS. Le remplacement proposé répond en partie aux préoccupations présentées au comité, mais nombre d'entre elles ne pourront être dissipées qu'après d'autres négociations avec les provinces. Si les provinces n'acceptent pas l'intégration, si elles n'acceptent pas d'harmoniser leurs taxes avec la nôtre, cette proposition aura été une perte de temps, et tous les témoins qui auront présenté des propositions sages et constructives au comité auront perdu leur temps.

La recommandation du rapport majoritaire ne fait que modifier la TPS actuelle et ne respecte pas la promesse libérale d'abolir cette taxe. Nous sommes d'avis qu'une bonne partie des problèmes soulevés durant les audiences ne peuvent être réglés par la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Parti réformiste recommande que l'objectif premier du gouvernement soit la réduction des dépenses. En outre, tout le système actuel d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés et de taxe sur la valeur ajoutée devrait être remplacé par un système d'imposition proportionnel simple et visible, semblable au principe de la taxe unique que l'un des ministériels plus fûtés a proposée, qui respecte tous les principes d'équité au plus bas taux possible. Entre-temps, le parti appuiera les réformes du régime actuel, si elles vont en ce sens.

La stratégie du Parti réformiste pour la réforme fiscale se présente ainsi: nous sommes convaincus qu'une réforme fiscale doit comporter un certain nombre d'éléments. En premier lieu, elle doit se fonder sur un examen des dépenses visant à équilibrer le budget dans un délai aussi court que possible, avec le moins de conséquences possibles pour l'économie. Nous croyons que cela peut se faire en trois ans. Nous avons été élus sur ces idées, nous avons recommandé cette façon de faire, mais le ministre des Finances a dit que c'était trop radical. Selon lui, compresser les dépenses de 6 p. 100, c'est trop radical. Cela fait trois ou quatre semaines que je lis dans la presse qu'il a l'intention de réduire le budget de 12 p. 100 l'an prochain.

Deuxièmement, nous croyons en un régime fiscal simple et visible basé sur l'équité, la simplicité et les taux les plus bas possibles. Le Parti réformiste s'oppose à ce que la taxe soit incluse dans le prix, ce qui revient à la cacher, comme c'est le cas de la taxe sur l'essence. Personne ne sait de combien elle est, mais nous savons que le gouvernement vient de l'augmenter et bientôt les Canadiens auront encore perdu de vue le montant des impôts qu'ils paient. C'est la façon des libéraux de se donner toute latitude pour augmenter les taxes à l'avenir et c'est la raison pour laquelle les Britanniques l'appellent la «taxe vraiment abominable», car c'est ce qui s'est passé dans leur pays.

Cacher les taxes va à l'encontre du principe de la fiscalité directe essentiel au bon fonctionnement de la démocratie ouverte. Indiquer le montant de la taxe sur les reçus de caisse maintient une certaine transparence dans le régime fiscal, mais comme le prouve l'expérience européenne, les consommateurs finissent par ne plus trop s'apercevoir qu'elle existe.

• (1525)

Troisièmement, le Parti réformiste croit que la réforme fiscale doit être synonyme d'allègement du fardeau fiscal. Nous croyons que le montant des impôts préoccupe autant sinon plus les Canadiens que la façon dont ils sont perçus. Par conséquent, si nous demandons aux Canadiens de faire des sacrifices, il faut les récompenser pour leurs efforts. Et quelle plus belle récompense que l'élimination de la TPS une fois le budget équilibré?

Nous sommes d'accord avec ceux qui disent qu'en introduisant la TPS, le gouvernement a favorisé l'épanouissement de l'économie souterraine, suscité un manque de confiance généralisé à l'égard des politiciens et fait naître la conviction que les gouvernements ont perdu le contrôle de leurs finances. Le gouvernement actuel croit pouvoir éliminer cette réticence en modifiant le mécanisme. Il est d'avis qu'en faisant disparaître la TPS ou en la rebaptisant, il viendra à bout de l'antagonisme que soulève une nouvelle taxe à valeur ajoutée.

À mon avis, si le gouvernement envisage la tournure des événements de cette façon, il se prépare de bien mauvaises surprises et il se demandera s'il avait vraiment besoin de cela.

Les Canadiens en auront assez des changements apportés au régime fiscal si, au bout du compte, ils doivent consacrer de 30 à 60 p. 100 de leur revenu pour maintenir en place un gouvernement qui est incapable de contrôler ses propres dépenses. Non seulement il ne les contrôle pas, mais il ne veut même pas discuter de propositions visant à réduire ses dépenses. Les ministériels nous invitent à leurs bureaux, nous leur proposons des